

20250091

Arrêté temporaire relatif à l'utilisation du domaine public communal afin de réaliser des travaux - Rue de Gévezé

Le maire de VIGNOC

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,

Vu le code du commerce, notamment les articles L 310-2 et R310-8.

Vu la demande par laquelle l'entreprise BOUYGUES E&S sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue de réaliser des travaux de création de borne IRVE sur le parking des ombrières, situé rue de Gévezé.

ARRETE

Article 1 : L'entreprise BOUYGUES E&S est autorisée à occuper le domaine public « Travaux de création deborne IRVE», suivant plan ci-dessous, en vue d'entreprendre des travaux avec rétrécissement de chaussée et stationnement interdit sur partie du parking des ombrières.

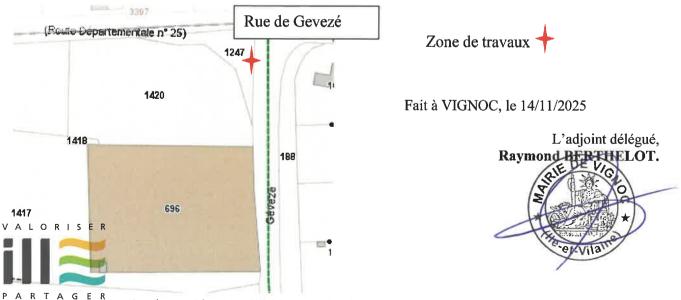
Article 2: Cette autorisation est accordée du 08/12/2025 pour 60 jours calendaires.

Article 3: Le demandeur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. Un état des lieux sera réalisé avant et après travaux (personne à contacter : Pascal BARBIER- responsable du service technique de Vignoc - Tél 07 50 56 46 27). En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Commune fera procéder aux trayaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4: Le demandeur aura en charge la signalisation de son périmètre dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera responsable des accidents qui pourraient survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 5: La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de vérifier auprès du guichet unique (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr) la présence de canalisations et d'adresser aux gestionnaires de réseaux concernés une déclaration d'intention de commencer des trayaux (DICT).

Le Maire de VIGNOC et par délégation l'Adjoint seront chargés de l'exécution du présent arrêté.



Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de RENNES dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.